Faisabilité d’une plate-forme locale de collecte et de distribution d’invendus non alimentaires: la banque de l'objet

expérience exemplaire

Banque de l'Objet

Auteur :

98 rue de la Plaine des Bouchers
67100 Strasbourg
Voir le site internet
Agnès Sadowska
agnes.sadowska@banquedelobjet.org

Consulter la fiche sur OPTIGEDE

CONTEXTE

illustration_action

La Banque Alimentaire du Bas-Rhin en 2013 a constaté que ses fournisseurs lui confiaient de façon significative des invendus non alimentaires et que les associations d'aide alimentaire exprimaient un besoin d'approvisionnement.

N'étant pas organisée pour ce faire, il a été proposé d’étudier les conditions de création d’un dispositif local innovant sous forme d'association dédiée à cette action : La Banque de l’Objet (BO).

Le projet vise un double objectif :

- lutter contre le gaspillage et la production de déchets par la collecte et le réemploi de proximité de produits neufs

- apporter une aide à des personnes en situation de précarité et soutenir les projets associatifs menés avec ce public

OBJECTIFS ET RESULTATS

Objectifs généraux

Il s’agit d’étudier la faisabilité d’une nouvelle activité de collecte et de distribution d’invendus non alimentaires, dans un premier temps sur le territoire de l’Eurométropole. Porté par un collectif d’associations locales intervenant dans le secteur de l’accompagnement social, ce projet doit permettre de réduire les déchets des différents acteurs économiques de la région en développant le réemploi d’invendus et répondre aux multiples besoins associatifs.

La Banque de l’Objet se fixe comme mission la collecte des invendus auprès de commerçants et de fabricants : à savoir tout produit pouvant trouver son utilité dans l’équipement de la maison (mobilier, vaisselle, literie, appareils électroménagers, matériaux d’aménagement et de bricolage) ou la vie courante d’une famille (textile, fournitures scolaires, produits d’hygiène) et la distribution de ces objets aux personnes en situation de précarité via un réseau d’associations partenaires.

Le projet vise la création d’un nouveau service local aux associations de lutte contre l’exclusion et aux entreprises et à la mise en place d’un nouveau mode de distribution. Il s’inscrit dans le concept du développement durable et de l’économie circulaire.

Résultats quantitatifs

D’après l’étude publiée en 2014 (portée par Agence de don en Nature et cofinancée par l’ADEME) on détruit en France chaque année des produits neufs non alimentaires pour une valeur de 630 millions d’euro.

Les contacts avec de nombreuses entreprises menés localement dans le cadre de l’étude ont confirmé l’existence d’invendus sortis du circuit de la vente et renvoyés au siège ou destinés à la destruction. Il est

difficile d'en évaluer les volumes.

Grâce au travail de communication et d'explication la BO a réussi à collecter 18 tonnes d'articles auprès d'environ 100 donateurs pendant 20 mois d'expérimentation.

81% d'articles collectés proviennent d'entreprises locales(Bas-Rhin) ; les 19% restant (3.5 tonnes) proviennent d'objets transférés (dans le cadre d'un partenariat) par l'Agence de Don en Nature localisée en région parisienne.

11.5 tonnes d'objets pour une valeur marchande d'environ 150 000 €ont été réemployées auprès de 40 structures locales partenaires lors de 145 distributions (64% du tonnage collecté).

Ces objets bénéficient aux personnes et aux familles en difficulté accompagnées par ces dispositifs (plus de 1800 personnes concernées par la distribution de 23 720 articles).

Il s'agit principalement d'articles textiles, fournitures scolaires, divers produits d'équipement de la maison et de produits de bricolage.

Résultats qualitatifs

Le projet de la BO a mobilisé, dès son lancement en janvier 2014, des partenariats diversifiés par sa dimension environnementale et sociale et par son ancrage local.

Un travail de sensibilisation et de communication a été mené vers des réseaux d'entreprises, d'associations et les collectivités.

Il a permis d'identifier les premiers réseaux d'acteurs sensibles au projet, de faire un état de lieux des besoins et des freins, d'initierquelques collaborations et mutualisations, de construire les bases des partenariats pour les futures phases de travail.

Les principaux motifs du don d'entreprises ont été identifiés et les premiers partenariats mis en place même si de reconnaitre l'existence d'invendus peut être assimilé à un signe de mauvaise gestion de stock qu'elle ne souhaite pas l'afficher.

Des besoins associatifs ont été identifiés dans différents domaines (structures d'hébergement et d'accompagnement social et socio professionnel, des Structure d'Insertion par I 'Activité Economique, et des associations dans les quartiers en difficulté…)

A l'issue des premières expérimentations 28 associations ont signé la charte de partenariat précisant le cadre de la collaboration et garantissant une traçabilité maximale des produits distribués.

L'étude a permis de construire un projet d'expérimentation pratique, de poser de bases et démarrer le dispositif avec les outils de gestion et de communication, notamment un site sur la toile composé d'une page de présentation et d'un catalogue des produits collectés.

MISE EN OEUVRE

Planning

A partir de mars 2014 :

- lancement du projet

- identification et rencontre des acteurs du territoire (institutions, associations et entreprises)

- recensements des besoins associatifs et adaptation du projet

- arrivage d'environ 6t d'articles suite à la fermeture d'une enseigne et démarrage de l'expérimentation

- analyse et validation des procédures , création des outils de gestion et de communication

Janvier-décembre 2015 :

- mise en place des outils de gestion et développement des actions de communication

- agrandissement des locaux

- élargissement à d'autres acteurs : associatifs et économiques

- travail sur la consolidation du projet

Moyens humains

- 1 chargée de mission à mi-temps avec l'appui des membres du Bureau de la Banque de l'Objet et d'un groupe de bénévoles,

- Mise à disposition ponctuelle de personnel par les structures partenaires (manutention et transport)

Moyens financiers

18000 € : ADEME, Eurométropole, CD 67

Moyens techniques

- Mise à disposition des locaux par un propriétaire privé pour le démarrage de l'action en 2014 complétés par un second local en location à partir de janvier 2015
- Soutien logistique des associations fondatrices pour le transport et la manutention, pour des dons de matériel et la mise à disposition de bénévoles et de salariés
- Aide à l'équipement et à l'installation du Crédit Municipal de Strasbourg et la chaine de télévision ARTE

Partenaires mobilisés

- 40 partenaires associatifs de l'Economie Sociale et Solidaire
- Réseau des entreprises donatrices partenaires de la Banque Alimentaire élargie aux nouveaux contacts de la Banque de l'Objet
- Agence de Don en Nature
- Sté Schroll (spécialisée dans la collecte et la valorisation de déchets d'activités économiques)

VALORISATION DE CETTE EXPERIENCE

Facteurs de réussites

La démarche est reproductible sur tout territoire qui souhaite mettre en route ce type de projet.

Il est néanmoins nécessaire pour lancer la démarche de s'appuyer sur un acteur reconnu sur le territoire et de fortement mobiliser les partenariats associatifs et privés en devenant un opérateur complémentaire par rapport aux réseaux existants.

Difficultés rencontrées

L'originalité de ce projet repose sur la mise en œuvre du concept de réemploi local des invendus des entreprises aux bénéfices des personnes en situation de précarité et les projets associatifs.

Elle s'exprime à travers ses missions principales :

- Lutter contre le gaspillage et pour la réduction des déchets grâce au réemploi d'invendus
- Renforcer les partenariats entre économique et social
- Développer les solidarités locales et les synergies associatives
- Rendre vivant au niveau local le concept d'économie circulaire par la solidarité et les partenariats

Recommandations éventuelles

Les principales prescriptions de l'étude portent sur le développement des actions de sensibilisation et de prospection en direction des acteurs économiques de la Région afin de mettre en place des réseaux de donateurs parmi les entreprises locales visant une diversification et une augmentation du tonnage de dons.

Le pari qui reste à gagner est celui d'encourager des entreprises à améliorer leur manière de fonctionner et à s'inscrire plus fortement dans une démarche responsable en optant pour le don.

Mots clés

REEMPLOI | PREVENTION DES DECHETS | ENTREPRISE | ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS)

Dernière actualisation

Contact ADEME

Mai 2017

Fiche réalisée sur le site optigede.ademe.fr
sous la responsabilité de son auteur

Pierre BOËDEC

pierre-robert.boedec@ademe.fr
Direction régionale Grand Est